
ICANN80 | HLGM – Séance 1 : l’ICANN et le modèle multipartite
Dimanche 9 juin 2024 – 9h05 à 10h50 KGL

BAHER ESMAT : Nous allons à présent commencer la première session de la journée consacrée à l’ICANN et son modèle multipartite. Cette première session va se pencher sur le rôle de l’ICANN dans l’écosystème mondial de la gouvernance Internet, son évolution et l’incidence des technologies émergentes sur le système des noms de domaine, DNS, et l’élaboration de politiques futures.

Je vais maintenant inviter l’animatrice de cette session, Mme Christine Arida, conseillère stratégique au président exécutif de l’Autorité nationale de réglementation de télécommunications de la République arabe de l’Égypte, à me rejoindre sur scène.

CHRISTINE ARIDA : Merci Baher.

Bienvenue à tous à cette première session. Étant donné que le temps nous est compté et que nous avons déjà pris un peu de retard, je vais passer directement à mes remarques préliminaires.

Je vous souhaite la bienvenue. Je vous présente le monsieur Volker Wissing, le ministre fédéral des Transports et du Numérique de la République fédérale de l’Allemagne, qui va nous adresser la parole.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d’un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu’elle soit incomplète ou qu’il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

VOLKER WISSING :

Merci, ministre Paula Ingabire, Excellences, honorables ministres. Cela ne m'a pas surpris que l'on ait choisi le Rwanda comme ville hôte pour cette réunion de l'ICANN. Récemment, une chaîne allemande montrait le titre suivant : « Bien organisé, excellentement connecté ». J'étais déjà impressionné par l'ouverture de ce pays et de ses citoyens, mais en arrivant, je me rends compte qu'il y a beaucoup de pays qui pourraient apprendre de la passion de ce pays pour la numérisation et les nouvelles technologies. Les différents débats que j'ai entretenus ici, comme celui que j'ai eu hier au Centre de Transformation Numérique, contribuent à cette impression que j'ai. Le Rwanda s'est installé comme un pionnier de la numérisation. Le Rwanda investit à l'avenir aux compétences numériques de sa population, à l'infrastructure numérique et aux services publics numérisés. Je suis ravi d'être à Kigali et je voudrais en particulier remercier le gouvernement rwandais et l'ICANN de nous avoir invités et d'avoir organisé cette réunion gouvernementale de haut niveau.

En octobre dernier, on a eu l'honneur de fêter les 25 ans de l'ICANN lors de la réunion générale annuelle de l'ICANN en Allemagne. À cette occasion, nous avons discuté des défis futurs, mais également nous sommes revenus sur l'histoire de l'ICANN et les intérêts des différentes parties prenantes à échelle mondiale et la gouvernance partagée qui ont constamment augmenté et relevé les nouveaux défis depuis les années 90.

Lorsque l'ICANN a été fondée, les deux Sommets mondiaux de la société Internet organisés par l'ONU ont été tenus en 2003 et 2005 et les États membres ont d'abord accordé des principes qui nous orientent

toujours par rapport à l'implication des membres non gouvernementaux. Aujourd'hui, nous allons aborder l'inclusion numérique et le principe du multipartisme ainsi que le rôle des gouvernements dans la gouvernance de l'Internet.

Le monde a changé de différentes manières depuis la fondation de l'ICANN. On a un monde qui est plus compliqué aujourd'hui. Il y a eu des évolutions par rapport à la numérisation et aujourd'hui, plus de 5,4 milliards de personnes sont connectées à Internet. La garantie que l'Internet reste ouvert et sûr n'est pas facile. Nous affrontons des difficultés fondamentales. Les nouvelles technologies disruptives présentent des possibilités, mais également des défis et l'intelligence artificielle en est un exemple. Les développements sont vraiment surprenants et nous devons répondre aux technologies émergentes comme l'intelligence artificielle avec des stratégies intelligentes. Nous devons atteindre un équilibre entre innovations et obligations.

À l'échelle internationale, nous avançons dans le bon sens, par exemple avec le code de comportement du G7 qui représente un jalon pour l'utilisation sûre de l'intelligence artificielle partout dans le monde. S'il y a quelque chose qui est clair, c'est que les développements mondiaux nous appellent à répondre de manière unie et ce sera le sujet abordé au Pacte numérique mondial dans le cadre du sommet de l'ONU au mois de septembre, réunion qui a été cofacilitée par l'Allemagne.

Nous travaillons à présent sur la rédaction d'une annexe à ce pacte. Nous demandons qu'il y ait un Internet ouvert, sécurisé et libre. L'approche multipartite dont nous discutons aujourd'hui est fondamentale pour la coopération mondiale. L'Internet et les

technologies numériques basées sur Internet constituent une force d’innovation qui est avantageuse pour nous tous aujourd’hui, parce que les différents groupes d’intérêt ont pu travailler ensemble, nous avons pu générer cette force de lien.

En tant que réseau distribué mondial et complexe, il dépend bien évidemment de l’expertise politique et collective de différents groupes de parties prenantes. Pour combler le fossé numérique, on ne peut pas uniquement compter sur le gouvernement ; cela relève de la responsabilité de tous, y compris les parties prenantes non gouvernementales. Pour garantir que nous ayons tous les mêmes opportunités, nous devons travailler ensemble.

Il y a quelques semaines, les dirigeants mondiaux se sont réunis à Sao Paulo pour la conférence NETmundial+10 pour soutenir l’élaboration d’un modèle de gouvernance Internet collaboratif et multipartite. Nous devons garantir que notre travail pour concrétiser ces principes se poursuive. C’est pour cette raison que la réunion NETmundial+10 a adopté des directives adaptées qui promeuvent l’adoption des principes de 2014. L’Allemagne s’est appliquée activement à l’élaboration de ces directives et contribuera à leur mise en œuvre.

Cependant, bien sûr, les gouvernements ne peuvent pas beaucoup avancer seuls dans ce domaine. Toutes les parties prenantes devront s’investir pour pouvoir mettre en œuvre ces directives. Au cours des 25 dernières années, l’ICANN a démontré être le centre principal de participation pour toutes les parties prenantes et c’est en partie parce que l’ICANN a un rôle essentiel en tant qu’administrateur technique de l’Internet à échelle mondiale.

Au quotidien, l'ICANN est affiliée et les organisations qui y sont affiliées, ensemble avec les différentes parties prenantes ici représentées, garantissent que l'Internet reste stable, sécurisé et interopérable à travers la coordination des identificateurs uniques surtout et en gérant la zone racine du système des noms de domaine, ce qui représente une grande responsabilité.

Le modèle de gouvernance de l'ICANN dépend des actions des gouvernements, de la société civile, des secteurs techniques, académiques et scientifiques qui doivent s'unir pour concevoir des solutions de manière coopérative et de bonne foi. Bien sûr, les solutions ne sont pas la panacée mais représentent la garantie que tout un chacun soit entendu. Les organisations avec des mandats mondiaux comme l'ICANN doivent garantir constamment la défense de ces principes, en particulier pour les régions et les communautés faiblement desservies. Pour nous, les gouvernements, surtout au sein du comité consultatif gouvernemental, les débats pour faire entendre nos intérêts sont fondamentaux et c'est ce qui nous permet de pouvoir élaborer des politiques qui représentent nos différents intérêts au niveau des politiques publiques. Les gouvernements ont des pouvoirs de réglementation à échelle nationale et il est leur devoir de protéger leur population des différents risques auxquels elles sont exposées. Les décisions ont donc une influence au niveau de l'adoption de dispositions au premier et au second niveau de l'Internet. Mais il est clair que le comité consultatif gouvernemental n'est qu'aussi fort que les différents membres.

Nous espérons que cette réunion gouvernementale de haut niveau nous permettra de contribuer à une sensibilisation accrue par rapport au rôle des gouvernements au sein de l’ICANN et dans le cadre de la gouvernance Internet mondiale. Il n’y a aucun doute que le modèle multipartite puisse être mis en œuvre de manière réussie dans la pratique et l’ICANN en est la preuve. Cependant, ce modèle doit également s’adapter constamment aux temps changeants. L’Allemagne continuera à promouvoir le principe du multipartisme de sorte qu’ensemble, nous puissions promouvoir la stabilité, la liberté, l’ouverture et l’interopérabilité de l’Internet à l’avenir. Je suis très intéressé par les discussions qui auront lieu au sein de cette table ronde à partir de maintenant. Je vous remercie.

CHRISTIME ARIDA :

Merci beaucoup, ministre.

Je voudrais maintenant inviter les distingués membres de ce panel à me rejoindre sur la scène. Nous allons inviter M. Alan Davidson, secrétaire adjoint du commerce pour les communications et l’information au sein de la NTIA aux États-Unis, M. Juan Ardisson, vice-ministre des Technologies, de l’Information et des Communications du Paraguay qui va se joindre à nous ensemble avec Dawit Bekele, vice-président de l’Internet Society en Afrique, M. Wes Hardaker, membre de l’équipe de travail de génie Internet et du Conseil d’architecture Internet, donc IETF et IAB, et finalement, Monsieur Paul Wilson, directeur général du Centre d’information de réseau d’Asie-Pacifique APNIC.

Je vous souhaite la bienvenue et je vous remercie de vous être joints à ce panel. J'espère que vous aurez suivi les remarques qui présentaient le contexte ainsi que les interventions des orateurs qui ont pris la parole plus tôt dans la matinée. Le modèle multipartite et son importance sont réitérés constamment et ils l'ont déjà été à maintes reprises. Et comme le disait la ministre Paula Ingabire, on ne peut pas avoir de tel modèle sans une coopération multipartite qui sache s'adapter.

Je vais tout de suite passer à la première question, c'est une question à laquelle je vais vous demander tous de réfléchir et je vais vous demander de partager chacun votre perspective à propos de l'évolution du modèle multipartite au fil des ans. Cela fait 25 ans que ce modèle a été élaboré, peut-être même plus, et je voudrais vous demander quelles sont d'après vous les principales difficultés auxquelles nous nous sommes heurtés et comment ces difficultés peuvent être atténuées. Je vais commencer par M. Alan Davidson, si vous voulez bien répondre.

ALAN DAVIDSON :

Merci.

Dans un premier temps, j'aimerais remercier chaleureusement le gouvernement du Rwanda et Mme la ministre Paula Ingabire de leur hospitalité et de nous héberger et de si chaleureusement nous accueillir. C'est un plaisir de voir toutes ces parties prenantes se réunir pour évoquer ces questions difficiles et si importantes.

Dans un premier temps, pour répondre à votre question, Mme Arida, on ne peut minimiser l'importance de l'approche multipartite, surtout si l'on évoque l'évolution et l'importance de l'Internet. Ici, l'on rassemble

des personnes diverses et variées qui œuvrent ensemble collégalement pour résoudre des problèmes communs en ligne. Je n’exagérerais pas si je disais que l’Internet n’existerait pas sans ce modèle multipartite. Nous avons pu écouter les orateurs précédents nous dire à quel point ce modèle a eu une incidence sur nos efforts. Nous avons pu rassembler l’expertise technique des parties prenantes de la société civile, des universitaires, des spécialistes du secteur privé, des gouvernements pour tous ensemble bâtir et gouverner cet Internet en mutation permanente.

Nous avons désormais une organisation qui se coordonne pour gérer l’infrastructure technique de l’Internet, et c’est un véritable succès. L’ICANN est une preuve de faisabilité du modèle multipartite, car grâce à ce modèle, nous avons pu garantir le fonctionnement et la robustesse de nos identifiants uniques, et cela, c’est la base même du succès de l’Internet de ces 25 dernières années.

Pour ce qui est de la question de l’évolution, le changement, c’est le maître mot. Internet a changé. Les défis qui sont les nôtres ont également muté. En un sens, ce concept du modèle multipartite est devenu maintenant un système multipartite. C’est un véritable écosystème de différents modules qui évoluent à l’échelle nécessaire pour garantir un Internet sûr et stable. Cela a véritablement fait partie intégrante de l’évolution de l’Internet. Mais pour moi, le plus grand changement qui a pris place, c’est la professionnalisation de nos efforts et de la robustesse de nos organisations.

Quand je pense aux défis qui nous attendent, c’est une question intéressante. L’Internet a beaucoup changé. Je pense que c’est quelque

chose qui a toujours été un fil rouge depuis la création de l'ICANN, le paysage numérique qui a été évoqué par certains orateurs. Je pense à l'intelligence scientifique, je pense à l'intelligence artificielle, notamment ; tout cela change. L'Internet et la connectivité jouent un rôle majeur dans la vie de citoyens du monde entier. Il faut appréhender cela, il faut être prêt à répondre aux besoins des citoyens qui utilisent l'Internet et qui vont devoir relever ce défi du changement. Il faut penser sécurité, accessibilité, confidentialité, connectivité. Sommes-nous prêts à relever ce défi ?

L'ICANN a connu un succès retentissant ces 25 dernières années, mais il faut également être conscient de ces défis et de les relever dans un esprit d'urgence. Quand je pense aux 20 prochaines années de l'ICANN, je me dis qu'il faut vraiment appréhender le fait que l'ICANN est au centre de nos vies et que pour répondre à ces défis, il faudra vraiment augmenter la voilure et vraiment accélérer nos efforts.

CHRISTINE ARIDA :

Merci de votre contribution. Changement, c'est le maître mot.

J'aimerais entendre M. Dawit Bekele désormais.

DAWIT BEKELE :

Merci Christine.

Excellences, Mme Paula Ingabire, son Excellence Dr. Volker Wissing, M. Claver Gatete, chers orateurs, oratrices, participants, c'est un véritable honneur pour moi de prendre la parole lors de cette table ronde de haut niveau. Donnez-moi un instant, je vais me rafraîchir. Mes excuses.

L'ISOC et la communauté technique au sens large ont toujours soutenu et promu le développement de l'Internet en tant qu'infrastructure internationale technique. L'Internet est quelque chose qui peut jouer un rôle dans la société pour le meilleur, il peut entrer dans la vie des gens. Pour atteindre nos objectifs, il faut que l'Internet soit ouvert, sûr, international et de confiance.

L'ISCO collabore avec tous ceux qui partagent ces objectifs. La communauté technique, historiquement, a joué un rôle essentiel en matière du développement de l'Internet. Dans un premier temps, nous prêtons notre expertise technique pour faire en sorte que toutes les parties prenantes puissent prendre des décisions éclairées sans pour autant compromettre les fonctions et les procédures principales de l'Internet. Deuxièmement, nous étions là d'emblée ; nous avons donc une perspective historique valable et nous sommes une véritable mémoire collective de cette évolution. Cette implication a eu lieu sur un plan international, mais également au plan national.

Au fil du temps, le rôle de la communauté technique a évolué beaucoup en matière de gouvernance. Au début, lors de l'établissement de l'ICANN et du SMSI, la communauté technique jouait un rôle essentiel pour ce qui est de sa croissance et de son développement. C'est par le biais de l'évolution de l'ICANN et du SMSI que d'autres parties prenantes ont pu jouer un rôle de plus en plus prépondérant. Désormais, toutes les parties prenantes, y compris le gouvernement, la société civile, le secteur privé, les universitaires, désormais, toutes ces parties prenantes collaborent pour décider de l'évolution de la gestion des noms et des numéros Internet. C'est une véritable plateforme pour

que toutes les parties prenantes puissent prendre part à la gouvernance de l'Internet.

Ces dernières années, certaines parties prenantes ont pris une place un peu plus importante et cela pourrait donner l'impression que la communauté technique joue un rôle moins important. Néanmoins, je pense que la communauté technique a continué à jouer un rôle essentiel, et ce, de façon efficace.

Je vais répondre au deuxième volet de votre question quant aux préoccupations liées à l'avenir. La communauté technique est de plus en plus préoccupée par le nombre de processus multilatéraux qui pourraient entraver sa participation. Nous apprécions l'intérêt des gouvernements pour les consultations des parties prenantes, mais si elles sont menées de façon multilatérale seulement, en excluant certaines parties, cela ne permet pas de faire participer tout le monde de façon sensée. Il faut étendre la participation pour inclure la communauté technique mais également d'autres parties prenantes ainsi que des gouvernements de pays en voie de développement afin que nous puissions tous continuer à contribuer à la gouvernance de l'Internet avec les ressources qui sont les nôtres.

En conclusion, je pense que la communauté technique demeure attachée à ses rôles et ses responsabilités, et ce, à tous les plans. Je pense que la communauté technique a un rôle essentiel à jouer à l'avenir en matière de gouvernance de l'Internet pour que l'Internet puisse bien fonctionner mais également pour qu'il puisse bénéficier d'une certaine dose de supervision technique. Merci.

CHRISTINE ARIDA : Merci beaucoup, M. Dawite Bekele. Il est intéressant de voir la perspective de la communauté technique. Mais écoutons ce que M. Juan Ardissonne a à nous dire à propos des défis et des évolutions qui parcourent l'Internet.

JUAN ARDISSONE : Merci beaucoup. Je vais m'exprimer en espagnol, car c'est ma langue maternelle. Je veux remercier les interprètes formidables à l'arrière.

Du point de vue du gouvernement et du point de vue technique, il y a des points communs qui unissent tous ceux qui travaillent dans le secteur de la technologie et c'est ce qui nous soude en tant que communauté. Dans le domaine de la technologie, il existe différents types de communautés. Nous avons l'habitude de travailler en communauté, nous avons l'habitude de publier des codes sources en tant que communauté, et nous œuvrons suivant ce concept qui crée un modèle de travail collaboratif dans un sens. Du point de vue du gouvernement, souvent on a l'impression que ces différentes parties prenantes agissent de manière indépendante. Or, c'est là-dessus que nous devons travailler.

Pour ce qui est de ce type de travail, nous devons mieux faire. Il existe des communautés de sécurité, des communautés consacrées à l'intelligence artificielle ou consacrées aux logiciels. Personnellement, je considère que ce modèle ne doit pas être pris comme un modèle d'acteurs indépendants par le gouvernement. On ne doit pas s'habituer à travailler de manière indépendante et en différents groupes. Le

gouvernement, la société civile, le secteur académique, les communautés techniques ne peuvent pas être des communautés cloisonnées. Au contraire, le gouvernement doit encourager le rapprochement entre les différentes communautés pour qu'elles travaillent ensemble.

Je considère donc personnellement que le plus complexe sera de faire en sorte que le gouvernement puisse y voir un modèle de travail collaboratif qui nous aide à réfléchir ensemble, à prendre des décisions ensemble, à débattre dans une ambiance qui nous permette de collaborer et de faire en sorte que toutes ces notions de communauté que nous avons dans le domaine de la technologie puissent être concrétisées dans le cadre d'un modèle multipartite qui nous permet de travailler ensemble pour améliorer la gouvernance de l'Internet au sein d'un modèle multipartite.

Du point de vue du gouvernement, il me semble que ce serait les priorités sur lesquelles on devrait se pencher en premier. En particulier du point de vue du gouvernement paraguayen, et c'est le gouvernement que je représente, c'est ce que nous essayons de faire. Nous essayons de changer cette culture du travail indépendant et de passer à un modèle de travail collaboratif. Voilà le principal mécanisme qui, à mon avis, peut nous aider à collaborer et à prendre des décisions conjointes dans le cadre d'un modèle multipartite. Merci.

CHRISTINE ARIDA :

Merci beaucoup. Il est intéressant de constater que la marche à suivre, d'un point de vue gouvernemental, répond aux défis qui ont déjà été évoqués.

Paul, tu as œuvré longtemps au sein de la communauté technique. Peut-être que tu peux nous faire part de ta perspective.

PAUL WILSON :

Merci beaucoup, Christine. Merci beaucoup de m'avoir invité pour prendre la parole ici. Je fais partie de l'APNIC, c'est un registre qui est actif dans la région Asie-Pacifique et nous enregistrons et certifions les adresses IP qui sont les identifiants fondamentaux de l'Internet.

Les premiers registres Internet régionaux ont été créés en 1992 et 1993. Je sais qu'à Kigali, il y a également un collègue qui gère un autre registre Internet régional. Nous avons été présents à l'ICANN depuis sa création et nous collaborons au système multipartite de la gouvernance Internet. Les registres Internet régionaux font partie de la communauté technique. Ils représentent les compétences techniques et les savoir-faire techniques. À l'instar de l'ICANN, nous avons un processus ouvert d'élaboration des politiques, notamment pour ce qui est des numéros, et nous engageons la communauté des opérateurs de réseau qui sont au cœur même de l'infrastructure de l'Internet.

Il y a 10 réunions politiques des registres Internet régionaux. Et nous parvenons à gérer l'adressage depuis plusieurs décennies. Les choses ont beaucoup changé. Il y a beaucoup de défis qui sont apparus. Il y a notamment l'IPv6. Je suis venu pour également parler de l'importance de l'IPv6 pour l'avenir de l'Internet et je vais vous parler du succès qu'a

connu l'IPv6, qui maintenant permet de transporter près de 50 % du trafic Internet sur le plan international et qui sert un tiers des utilisateurs.

L'IPv6 marche bien, mais il y a toujours des défis. Il y a beaucoup de dispositifs et de réseaux qui sont élaborés pour l'IPv4 seulement. L'IPv4 alimente l'Internet depuis 1983 et désormais, l'IPv4 n'est plus adéquat. Il y a désormais une économie temporaire où il y a de la spéculation sur des marchés gris, il y a une fragmentation, des motivations contradictoires parfois en raison des problèmes liés à l'approvisionnement en ces questions. Ce sera toujours un problème si l'on en reste à l'IPv4. Passer à l'IPv6 nous permettra d'avoir un réseau bien plus vaste qui pourra servir tous les utilisateurs pour le prochain siècle, ou comme Doreen l'a dit, pour les prochains siècles. Cette transition IPv6 est absolument essentielle.

Pour ce qui est de la sécurité, les registres Internet régionaux, en quelques mots, jouent un rôle en matière du routage par le biais de la certification numérique de l'allocation d'adresses IP. Cela permet aux opérateurs de déployer de nouveaux protocoles et de nouvelles technologies qui permettent d'ajouter une couche de sécurité à l'infrastructure. L'IPv6 et sa transition vers un système de routage sécurisé exigent la coopération de toutes les parties prenantes. Dans ces deux cas, les gouvernements peuvent nous aider de façon essentielle. Ils peuvent montrer l'exemple en exigeant que toutes ces technologies soient mises en place dans vos systèmes informatiques, qu'il s'agisse des marchés publics ou des différents outils numériques.

Les temps sont difficiles, notamment en matière des calendriers, qu'il s'agisse de l'évolution technique, de la gouvernance, des besoins croissants. Il y a beaucoup de parties prenantes qui prennent plus d'importance, il y a des parties prenantes qui ne sont pas disposées à agir en faveur de l'Internet. Je pense que les registres internationaux veulent contrer cette influence pour garantir un Internet sûr et stable.

Pour AFRINIC, il y a des menaces qui sont existentielles. Les ressources IPv4 qui étaient destinées à AFRINIC ont été utilisées à des fins lucratives et pour porter préjudice à AFRINIC. Heureusement, AFRINIC a pu poursuivre ses opérations grâce à la diligence du personnel AFRINIC.

Je veux conclure en disant que l'Internet croît toujours, évolue toujours, mais il y a de plus en plus besoin de collaborer au sein du processus multipartite. Et j'ai souligné quelques priorités pour les registres Internet régionaux et pour la façon dont le gouvernement peut nous aider. Mais je veux réitérer notre prédisposition. Nous sommes prêts à collaborer avec vous pour que l'Internet puisse aider les gouvernements et puisse alimenter vos sociétés. Merci beaucoup.

CHRISTINE ARIDA :

Merci Paul. Cela fait des années que nous évoquons la gouvernance Internet. Mais nous sommes ici à la croisée des chemins entre la politique et la technique. Je crois que ces débats se poursuivent.

Wes, tu es au cœur de l'infrastructure technique, notamment en siégeant au Conseil de l'architecture de l'Internet. Tes perspectives, s'il te plaît.

WES HARDAKER :

Je veux dans un premier temps remercier les organisateurs de cette réunion gouvernementale de haut niveau. C’est une salle de conférence magnifique. C’est un événement essentiel qui est très difficile à organiser. Merci beaucoup.

Je vais débiter avec un préambule. Je porte beaucoup de casquettes. Je suis un chercheur avec l’Université de Californie du Sud, je gère un serveur racine DNS, je suis membre du Conseil d’Administration de l’ICANN. Mais désormais, je vais vous parler en tant que membre du Conseil de l’architecture de l’Internet. Je suis également un participant de longue date à la task force de l’ingénierie de l’Internet, l’IETF.

Le modèle multipartite permet d’adopter de nouvelles perspectives et de répondre à de nouveaux besoins en matière de conception et pour répondre à tous les besoins des différentes régions et des gouvernements. L’IETF a connu le succès en façonnant des protocoles et des technologies Internet de façon précise, pas en se fionçant sur des mandats, mais plutôt par le biais de pratiques d’ingénierie robustes, bien pensées.

Aussi, mon intervention va principalement évoquer un constat : des technologies de communication robustes, résilientes et sûres verront le jour si les technologies, les ingénieurs, les décideurs, les gouvernements, les membres de la société civile et les opérateurs de réseau se rassemblent pour concevoir ensemble et déployer ensemble l’avenir de l’Internet. Je vois qu’il y a beaucoup de perspectives

différentes, mais je vois que je ne suis pas seul à partager ce point de vue.

Le modèle multipartite a de nombreuses facettes, je pense aux registres Internet régionaux, aux différentes communautés et toutes ces composantes ont connu le succès car elles s'adaptent à de nouveaux besoins, à des cultures différentes, à des expériences différentes. L'Internet était, dès sa création, un lieu où chacun pouvait exprimer la direction qui était la bonne selon lui. Ce modèle, c'est le même, c'est celui de l'IETF. Il n'y a pas de membres formels, on peut écouter beaucoup de perspectives différentes. C'est une approche ascendante qui existe à l'IETF. Nos dirigeants ne prennent pas de décision, ils sont plutôt responsables pour faire émerger un consensus.

Cette diversité d'opinions a permis l'adoption de toute une série de protocoles Internet que nous utilisons aujourd'hui. C'est la colonne vertébrale moderne de communication. Il y a le Web, il y a le routage international, il y a les adresses Internet, il y a le système de noms de domaine qui permet aux utilisateurs d'Internet de faire référence à toute ressource en ligne au moyen de noms lisibles. L'adoption globale de nouvelles technologies telles que celles-ci est possible car il y a un consensus global, il y a un mécanisme, il y a des processus tels que le modèle multipartite qui visent à prendre en compte toute une série d'opinions diverses et variées.

L'un de nos défis principaux dans le cadre de ce modèle multipartite, c'est de faire en sorte que ce modèle continue à accepter de nouvelles perspectives, de nouveaux participants afin qu'ils puissent évoluer et répondre aux besoins croissants de la population mondiale à mesure

qu’il y a de plus en plus d’utilisateurs qui nous rejoignent. C’est ma première conclusion, mais ce que j’ai dit d’emblée était important. Robuste, résilient, sûr, ce sont les maîtres mots pour notre infrastructure de communication. Et pour cela, il faut que la société civile, les opérateurs de réseau, les gouvernements, les entités privées, tous les membres de la communauté se rassemblent pour faire évoluer et déployer ensemble la prochaine phase de l’Internet. Pour le dire en un mot commençant, pour bâtir l’Internet, il faut inclure les voix de tous. C’est à la base du modèle multipartite. Merci.

CHRISTINE ARIDA :

Merci Wes et merci à tous pour vos réponses à cette première série de questions. Il y a trois termes que j’ai retenus et qui ont été répétés encore et encore : coopération, inclusion, capacités.

Les interprètes m’ont demandé de bien vouloir vous rappeler qu’il faut parler un peu plus lentement pour qu’ils puissent se suivre.

Nous allons maintenant parler des différents points de vue de l’évolution, des difficultés que nous avons vues apparaître. Je vais vous poser des questions et je vais vous demander de répondre en quelques minutes pour qu’on ait le temps de céder la parole aux personnes qui ont demandé à intervenir.

Alan, je commence par vous. La NTIA a eu un rôle fondamental au façonnement de l’évolution de l’ICANN et de la gouvernance Internet en général. Pourriez-vous nous parler de la manière dont vous croyez que l’ICANN a évolué au cours des ans ? Et quels sont les jalons clés ou les changements fondamentaux qui ont eu lieu pendant ce processus ?

ALAN DAVIDSON :

Je vais parler à titre personnel.

Ma première réunion de l'ICANN n'était pas en réalité une réunion de l'ICANN, c'était une réunion juste avant la création de l'ICANN en 1998 et oui, je trahis mon âge soi-disant. C'était une réunion à Reston en Virginie où un groupe de personnes se sont réunies pour essayer de réfléchir ensemble à la manière de gérer cette fonction essentielle de l'Internet. On était tous enthousiastes par rapport à cette idée. On se demandait si on pouvait mettre à profit la nature même de l'Internet qui est décentralisé pour concevoir un système qui réunisse, encore une fois comme nous avons dit, les experts techniques, les experts de l'industrie, le secteur académique – je faisais partie de la société civile à l'époque – pour pouvoir créer un modèle qui résisterait aux changements du temps.

Il me semble que le système que nous avons créé était formidable dans le sens que nous pouvons célébrer une vingtaine d'années d'existence. Il y a 20 ans, il n'y avait que quelques personnes qui prenaient des décisions qui avaient un impact sur 150 millions de personnes qui étaient connectées à Internet. Aujourd'hui, on est plus de 5 milliards de personnes et je pense qu'on peut voir cela comme un cas de succès, de réussite. On a un Internet qui est stable, sécurisé, avec des identificateurs uniques, qui fonctionne de manière stable et sécurisée pour tout le monde. Je pense que cela parle vraiment de la qualité du système multipartite.

Comment l'ICANN a-t-elle évolué ? Je pense qu'il y a eu beaucoup de changements, non seulement au niveau de ce que l'organisation est en train de faire, mais au niveau de l'échelle également, de la structure elle-même, des structures qui ont changé de la ccNSO, la GNSO, le GAC.

Du point de vue du gouvernement américain, je pense que l'un des principaux changements est venu il y a une dizaine d'années, en 2014, date à laquelle nous avons annoncé un changement au niveau de notre relation avec l'ICANN. La NTIA, mon organisation, avait à l'époque un contrat avec l'ICANN qui lui permettait de superviser les fonctions clés. Suite à énormément de travail, en 2016, nous avons concrétisé cette transition de remplacement du rôle du gouvernement américain par le rôle d'un gouvernement autonomisé, un gouvernement habilité formé d'une communauté internationale élargie d'utilisateurs de l'ICANN qui prennent les décisions pour toute la communauté d'utilisateurs au monde. Je crois que cela est la preuve de l'évolution de l'ICANN, que les systèmes multipartites que nous avons mis au point ont également évolué et nous sommes prêts à faire face aux défis de l'avenir.

À l'ICANN, les gouvernements ont toujours eu la possibilité d'échanger avec les experts techniques, comme aujourd'hui dans ce panel, pour débattre de meilleures manières pour répondre aux grands problèmes qui menaçaient notre système. Mais je pense qu'en termes généraux, comme nous avons dit, c'est une bonne preuve du modèle multipartite et de son évolution.

Je crois que le système multipartite est la manière qui pourra le plus probablement nous aider à répondre à ces difficultés. C'est le meilleur système parce que cela a été conçu à la base comme un système

flexible, adaptable, agile, qui permette aux différentes parties prenantes de se sentir incluses et d'échanger de manière inclusive avec les experts qui étaient en train de développer des systèmes. C'est le modèle qui nous a aidés à gouverner de manière collective ce système qui a un impact énorme sur la vie des personnes.

Donc, je pense que les principaux changements nous montrent qu'on est sur la bonne voie pour pouvoir répondre aux grands défis et aux grands risques qui pourraient menacer l'Internet. C'est la voie qui va également nous permettre de nous acquitter de nos obligations et d'atteindre les objectifs de développement durable sur la planète. Je pense que c'est pour cela qu'on est là.

CHRISTINE ARIDA :

Merci d'avoir évoqué ces jalons et ces différentes étapes de l'évolution de l'Internet qui ont eu lieu.

Juan, je voudrais me tourner vers vous étant donné que le Paraguay occupe la présidence du GAC en ce moment. Même si l'ICANN en général a évolué, le GAC lui-même a évolué. Pourriez-vous nous parler de l'évolution du GAC au fil du temps pour représenter les intérêts des gouvernements dans le cadre des débats de gouvernance Internet ? Croyez-vous qu'il y a des initiatives ou des stratégies qui, d'après vous, pourraient renforcer la coopération des gouvernements au sein de l'ICANN ?

JUAN ARDISSONE :

Merci pour cette question. Je crois que cette notion de l'ICANN et du GAC se fonde sur la création d'une synergie – c'est ce qu'on voit ici. Au fil du temps, cette synergie s'est accrue et c'est justement le travail conjoint du GAC qui nous aide à faire en sorte que les gouvernements puissent participer de manière active à ce modèle. En tant que gouvernements, nous considérons que la participation à ce modèle multipartite est de grande importance. Nous pouvons notamment travailler à l'élaboration de politiques publiques à travers ce rôle, mais nous avons également une implication au niveau des considérations juridiques qui chapeautent sur tout ce système.

Nos collaborations au sein du GAC et cette synergie qui a été établie entre les différents gouvernements et entre différentes communautés nous permettent de nous rapprocher de plus en plus pour participer à ce travail collaboratif et pour alimenter cette synergie qui s'établit au jour le jour pour pouvoir prendre des décisions ensemble et pour travailler conjointement au niveau de la gouvernance de l'Internet et au niveau de la prise de décision dans ce domaine.

Le travail que nous faisons depuis un moment et ce que le Paraguay assure aujourd'hui à travers la présidence du GAC nous permet de travailler ensemble, de tisser des liens qui renforcent ce modèle, et c'est le principal je dirais. Au Paraguay, on dit souvent que le gouvernement à lui tout seul ne peut pas prendre toutes les décisions en lien avec ce type de représentation. Nous avons besoin d'un ensemble d'esprits, de personnes, de rôles dont nous faisons partie, mais c'est avec la collaboration que nous établissons cette synergie qui s'est renforcée au fil du temps et c'est ce qui a eu lieu au sein du GAC aussi.

CHRISTINE ARIDA :

Oui, c'est très juste.

On parle d'évolution à différents niveaux. Je voudrais me tourner vers vous, Dawit, en tant que représentant de la communauté technique. À votre avis, comment le rôle de la communauté technique a-t-il évolué au fil du temps ? Que pensez-vous par rapport à l'avenir de l'implication de la communauté technique pour répondre aux difficultés émergentes et aux opportunités qui apparaissent au niveau de la gouvernance de l'Internet ? Quel est, d'après vous, le rôle de la communauté technique ?

DAWIT BEKELE :

Merci Christine.

Je dirais qu'il y aura de plus en plus de difficultés. La communauté technique de l'Internet a beaucoup contribué pour nous permettre de parvenir là où nous sommes aujourd'hui. Comme certains l'ont déjà dit, il y a une vingtaine d'années, on n'avait que quelques centaines de millions de personnes qui étaient connectées à Internet. Aujourd'hui, deux tiers de la population mondiale sont déjà connectés. Cela n'aurait point été possible sans l'implication de la communauté technique, que ce soit au niveau de la mise en œuvre, au niveau de l'élaboration de normes, mais également au niveau de la gouvernance de l'Internet.

À mesure que l'Internet s'accroît et que la portée de l'Internet dans la société augmente, nous voyons apparaître des problématiques de plus en plus complexes. Il est essentiel que la communauté technique

continue à apporter son expertise de sorte que l’Internet puisse continuer à fonctionner.

Nous voyons de plus en plus que beaucoup des solutions qui sont proposées pourraient avoir un effet d’interruption de service de l’Internet. Il est donc important que la communauté technique, qui a une perspective historique, qui connaît le cœur même de l’Internet et pour qui l’Internet est important, participe à ces débats. Cela nous permettra de garantir que l’on ne prenne pas de mauvaises décisions et que les décisions qui sont proposées au niveau national et international seront des décisions qui continueront à aider à faire grandir l’Internet et que l’Internet sera une technologie sur laquelle nous pourrons continuer à compter. Je pense que nous comptons tous sur l’Internet aujourd’hui, nous ne pouvons pas vivre sans et nous ne voulons pas perdre cette possibilité. Donc, il est important que nous ne prenions pas les mauvaises décisions. Il est important que la communauté technique s’implique partout à l’échelle mondiale, à l’échelle régionale et à l’échelle nationale aussi. Merci.

CHRISTINE ARIDA :

Effectivement, on ne peut pas vivre sans l’Internet, comme vous dites, c’est sûr.

Je voudrais maintenant entrer en un peu plus de détail dans le système des noms de domaine. Bien sûr que l’Internet évolue, on a énormément de technologies émergentes qui pourraient avoir ou qui ont déjà une incidence sur le système des noms de domaine. D’après vous, quel est le rôle que la communauté technique pourrait avoir spécifiquement

pour répondre aux défis, aux difficultés qui pourraient apparaître avec l'émergence de ces nouvelles technologies ?

[WES HARDAKER] :

Merci pour cette question. La bonne nouvelle est que la technologie change depuis sa création même. Il est question de ne pas baisser les bras pour continuer à changer ce qu'il faut changer dans le cadre de notre modèle multipartite. Mais les communications mondiales, si elles vont fonctionner sur l'Internet, requièrent des protocoles Internet interopérables. Le DNS est une technologie qui dépend d'un système de nommage. Cette technologie a été créée par l'IETF en 1986. Depuis, beaucoup d'extensions ont été inscrites, beaucoup de mises à jour ont été apportées pour s'adapter à l'évolution et aux différentes problématiques qui sont apparues depuis.

En 2000, l'IAB a publié le document RFC 2826 qui reprend l'importance d'une racine Internet unique mondiale. L'ICANN a par la suite publié l'ICP3 où l'on recueillait l'importance de la racine unique pour l'Internet. Cela a été fondamental pour garantir que toutes les parties prenantes allaient pouvoir communiquer avec les mêmes noms et les mêmes indicateurs qui étaient attribués par le DNS. Pour pouvoir s'adapter aux exigences changeantes de l'Internet, le protocole DNS reçoit des mises à jour à travers les processus de consensus de l'IETF qui, comme je l'ai dit avant, représentent une mise en œuvre singulière du modèle multipartite. Or, l'IETF, groupe de travail de génie Internet, est connu pour le développement de nouvelles technologies qui améliorent la manière de travailler.

Spécifiquement quant au DNS, il y a des opérateurs de registre de ccTLD, des opérateurs de serveurs DNS, des résolveurs, des bureaux d'enregistrement qui participent tous et qui sont tous représentés au sein de l'IETF dans cet écosystème en évolution. D'ailleurs, il y a un nouveau groupe de travail consacré au DNS qui a récemment été créé et qui va se réunir pour la première fois à Vancouver d'ici un mois pour améliorer la possibilité de synchroniser les mécanismes de délégation entre les différentes parties prenantes du modèle, bureaux d'enregistrement, opérateurs de registre et titulaires de nom de domaine de l'ICANN. L'environnement a toujours été en constante évolution et c'est comme cela que nous avons répondu à ces problématiques qui sont apparues, et c'est ce que nous ferons également par rapport aux technologies émergentes. Nous allons les affronter de plein. Merci.

CHRISTINE ARIDA :

Merci.

Il en reste encore quelques minutes avant de devoir passer aux interventions de la salle, Paul, et je voudrais vous parler du rôle des registres Internet régionaux. Vous venez d'APNIC, spécifiquement, et le rôle qu'ont eu ces registres Internet régionaux dans l'évolution et le développement de l'infrastructure Internet a été crucial. Bien sûr, il y a un rôle technique qui évolue. Je voudrais savoir, depuis votre point de vue, comment le rôle des RIR a évolué pour répondre à ces nouvelles difficultés qui sont apparues.

PAUL WILSON :

Merci Christine.

Nous avons une trentaine d'années d'expérience avec les RIR, de travail avec les différentes communautés. Comme on a dit, les RIR ont été créés au sein de la structure de l'IETF il y a plus de 30 ans. Nous avons répondu aux problèmes qui sont apparus à travers les processus de l'IETF. Cette création des RIR était la solution qu'a proposée l'IETF. On a suivi le processus dont parlait Wes et cela fait 30 ans qu'on fonctionne suivant ce modèle. Cela a été déclenché par le succès commercial de l'Internet au moment de son apparition sur la scène mondiale dans les années 90 avec le World Wide Web, le Web mondial. L'Internet a continué à grandir de manière constante et depuis, le modèle qui est utilisé a évolué, mais c'est essentiellement un même modèle d'élaboration de politique à travers les RIR et nous pouvons en être fiers.

Nous avons soutenu la croissance et l'évolution la plus incroyable que l'Internet ait vue au cours de ces premières années. Dix ans plus tard, on a vu l'importance et le succès de l'Internet plus clairement et on a vu qu'au départ, le Sommet mondial de la société Internet s'est tenu pour discuter de l'Internet, pour se concentrer sur l'importance de l'Internet. Très rapidement, tout de suite, on a vu qu'il y avait un facteur critique qui était la participation des différents registres Internet et des gouvernements pour définir comment gouverner l'Internet, quel devrait être le modèle de gouvernance à suivre.

Le groupe de travail sur la gouvernance Internet a été formé à ce moment-là et je pense qu'il était important de s'apercevoir que le modèle de gouvernance de l'Internet ou le modèle multipartite n'ont

pas été inventés par ce groupe de travail, mais qu'ils se sont penchés et ont repris toutes les leçons qui avaient déjà été apprises.

Il est important de dire que le système multipartite est enfin précédent à son nom ; il existait déjà même avant que l'on ne l'ait identifié comme tel et c'était ce qui était fondamental pour permettre le développement de l'Internet, la croissance continue et le succès de l'Internet dans cette dernière vingtaine d'années. On a surtout suivi toujours la même approche et ce n'est pas pour dire que cette approche n'a pas évolué parce qu'elle a évolué. Mais à l'époque, beaucoup de communautés techniques de l'Internet étaient fières de l'ouverture de l'Internet. On a toujours été ouvert aux nouveaux arrivants et à toutes les personnes intéressées, mais l'ouverture passive ne suffit pas. La porte peut être ouverte, mais si personne ne vient devant la porte, personne ne va rentrer.

En ce moment, partout dans la communauté Internet et dans la communauté technique, on voit une ouverture plus proactive. Il s'agit d'un processus inclusif qui nous amène à travailler activement et à redoubler nos efforts. Je ne pourrais pas vous dire tout ce qu'on fait pour que les organisations techniques de l'Internet deviennent plus inclusives, non seulement au sein de leur propre communauté, mais également dans le cadre de tout le système multipartite que nous soutenons. Nous essayons de dépasser les limites du multipartisme et les limites des différentes communautés pour nous assurer d'écouter les parties prenantes de partout dans le système et d'échanger avec ces parties prenantes de manière active.

Le multipartisme est quelque chose de beaucoup plus actif que l'ouverture tout simplement. On a l'absence de discrimination, mais également l'action affirmative, c'est-à-dire vous identifiez ce qui est nécessaire, ce sur quoi vous devez travailler pour vous remettre et pour surmonter vos limitations et pour faire en sorte que l'évolution soit plus rapide et plus réactive. Nous devons continuer à travailler dans ce modèle d'inclusion.

CHRISTINE ARIDA :

Merci à tous de ces commentaires captivants. Je pense que cette discussion pourrait se poursuivre de façon indéfinie.

J'aimerais maintenant donner la parole aux délégués et aux chefs de délégation. Nous avons une liste de demandes de prise de parole. Nous allons débiter avec des observations formulées par l'Australie, puis il y aura le Bangladesh et la Commission européenne ensuite. L'Australie.

KATHLEEN SILLERY :

Merci. Bonjour, mon nom est Kathleen Sillery et je représente l'Australie.

Avant de débiter, je veux vous rappeler à nouveau que nous sommes ici pour commémorer le 30^e anniversaire du génocide perpétré à l'encontre des Tutsis en 1994. Ce périple de redressement de la société est une fierté pour le pays.

Les efforts de l'ICANN sont un témoin de la capacité du modèle multipartite à atteindre ses objectifs. Le modèle multipartite et le modèle de gouvernance multipartite reconnaît que toutes les parties

prenantes peuvent jouer un rôle essentiel pour alimenter la gouvernance et les décisions prises pour ce qui est de l'Internet. Ce modèle empêche toute partie prenante, y compris les États, à exercer une influence trop importante sur l'Internet en fondant les décisions sur la gestion technique de l'Internet et sur une pondération des voix. Personne n'a une voix plus importante qu'un autre.

Ce modèle est le reflet de l'origine collaborative de l'Internet, comme l'ont évoqué plusieurs orateurs. Cela veut dire que toutes les parties prenantes peuvent contribuer à la gestion technique de la politique de l'Internet. Cela permet de faire en sorte que l'Internet est géré par des parties prenantes du secteur privé, du secteur universitaire, de la communauté technique, des gouvernements et de la société civile. C'est un modèle essentiel qui permet de relever les défis complexes que présente l'Internet. Le modèle multipartite est un outil important et efficace qui nous permettra de répondre aux abus en ligne, de protéger les besoins des utilisateurs et de tirer parti des avantages que peut apporter l'Internet sur le plan économique et social. Il y a beaucoup de valeurs intellectuelles et financières qui ont été créées par les efforts déterminés de nombreux groupes différents, notamment en garantissant que le système de noms de domaine soit bien géré, ce qui permet de garantir de très hauts standards pour l'Internet.

Nous voulons que l'ICANN et que l'IGF continuent à avoir de bons résultats afin de montrer la valeur du système multipartite. Nous voulons montrer également comment ce modèle peut évoluer pour répondre à de nouveaux besoins. Le multipartisme a la possibilité d'évoluer au fil du temps et il faut le montrer afin de pouvoir

promouvoir son activité sur le plan national et international. À cette fin, l’Australie se félicite de la déclaration du NETmundial+10 et félicite tous ceux qui ont participé à ce dialogue à São Paulo. Plus de 700 participants ont pris part à ces débats et ces débats ont montré que le Forum sur la gouvernance d’Internet joue un rôle essentiel, que les différentes contributions étaient de la plus grande pertinence et que les conversations étaient bien reprises dans le cadre de ce modèle multipartite.

Il faut évidemment résoudre des problèmes comme l’utilisation malveillante du DNS. Il y a des personnes qui souffrent de dégâts réputationnels en raison d’hameçonnage ou de noms de domaine similaires, mais il n’y a pas de groupe qui peut résoudre cela de façon isolée. Il faut collaborer ensemble pour faire émerger un consensus exploitable. Les gouvernements, ici, sont des composantes de cette solution. Nous voulons être des partenaires. Peut-être que nous ne comprenons pas toujours la technologie, du moins dans la même mesure que certains autres groupes, et parfois, oui, il faut accepter que la réglementation peut faire partie de la solution. Merci.

CHRISTINE ARIDA :

Merci à l’Australie.

Le Bangladesh, s’il vous plaît. Je suis désolée, je ne vois pas le Bangladesh. Je voudrais inviter la Commission européenne à prendre la parole. Merci.

PEARSE O’DONOHUE :

Au nom de la Commission européenne, j’aimerais témoigner de notre gratitude auprès du gouvernement du Rwanda d’avoir hébergé un événement si important.

Les débats relatifs au modèle multipartite sont opportuns, notamment au vu des futurs jalons relatifs à la gouvernance d’Internet. Le point de départ de l’Union européenne, c’est d’apporter un soutien sans faille au modèle multipartite. C’est la seule façon de garantir l’intégrité de l’Internet telle que nous le voulons : ouvert, libre, international, interopérable, fiable, sûr.

Tout cela, c’est au cœur de la déclaration sur l’avenir de l’Internet ratifiée par de nombreux pays ici présents. Ces valeurs sont également au fondement de la déclaration de l’Union européenne sur les droits et les principes. Ce sont des valeurs que l’on applique à nous-mêmes pour garantir une transformation numérique sûre et durable.

Le DNS est au cœur de l’Internet. L’ICANN est au cœur du modèle multipartite de gouvernance. En tant qu’institution de gouvernance de l’Internet, l’ICANN a pu appuyer l’expansion de l’Internet tout en garantissant la stabilité et la résilience de l’Internet, même lorsque des défis inédits sont survenus. Cela n’aurait pas été possible sans la mobilisation de la communauté des parties prenantes qui contribuent, discutent et cherchent le consensus au sein des structures de l’ICANN. Néanmoins, il faut reconnaître que l’adaptabilité et la résilience de l’ICANN et de sa communauté seront à l’avenir toujours remises en question et mises à l’épreuve.

D'un point de vue politique, il y a le Pacte numérique mondial et les résultats de la discussion SMSI+20. Alors que ces discussions n'étaient pas directement entrées à l'ICANN, il faudra toutefois déployer du plaidoyer pour défendre le modèle multipartite.

D'un point de vue technique, il y a de nouvelles technologies, celles qui ouvrent la voie au Web 4.0, la réalité virtuelle, l'intelligence artificielle, la chaîne de blocs et les technologies quantiques. Toutes ces technologies devront inciter l'ICANN à évoluer dans ses réflexions et dans son fonctionnement afin que l'ICANN puisse répondre à des nouvelles exigences internationales.

Nous pouvons à coup sûr partir du principe que l'ICANN pourra jouer un rôle essentiel pour l'élaboration de la future génération de l'Internet. Les protocoles et les normes actuelles ont été utiles jusqu'à présent et ils le demeureront pendant les années à venir, tout particulièrement avec le soutien de la communauté technique. Nous sommes confiants en la capacité de l'ICANN et de la communauté technique à pouvoir relever ces défis et à livrer les évolutions dont nous avons besoin.

CHRISTINE ARIDA :

Merci à la Commission européenne.

J'aimerais désormais donner la parole au Royaume-Uni.

PAUL GASKELL :

Merci. Je suis Paul Gaskell, je travaille pour le ministère de la Science, de l'Innovation et de la Technologie du Royaume-Uni.

Nous nous félicitons de cette réunion gouvernementale de haut niveau. C'est la première depuis la pandémie et il est excellent qu'elle soit organisée au Rwanda en Afrique. Toute ma gratitude au gouvernement rwandais, à l'ICANN et au GAC d'avoir organisé cette réunion si symbolique sur le continent africain.

Cette réunion rassemble beaucoup de parties prenantes et donne la possibilité aux gouvernements de communiquer et de réfléchir au rôle de l'ICANN en matière de préservation du système de noms de domaine, de sa stabilité, de sa sécurité. Ce système est si important pour garantir l'inclusion numérique et les échanges internationaux en matière de communication. Pour cela, il faut préserver la gouvernance Internet.

Le modèle multipartite est absolument crucial pour garantir le cadre international de gouvernance de l'Internet. Ce modèle multipartite donne voix au chapitre à chacun ; c'est important pour l'inclusivité, mais également pour faire en sorte que les savoir-faire nécessaires soient présents. Nous pouvons tous tirer parti de l'expertise de la communauté technique. Cela a permis aux DNS d'opérer de façon sûre et stable, y compris pendant la pandémie que j'ai pu évoquer précédemment.

L'ICANN a pu rapidement réagir aux cas d'utilisation malveillante du DNS pendant la pandémie et a promptement agi pour désactiver des noms de domaine malveillants qui cherchaient à tromper des utilisateurs, et nous sommes reconnaissants envers l'ICANN pour ces efforts. Néanmoins, il y a toujours du pain sur la planche pour l'ICANN et pour la communauté quant à ces points particuliers.

À l'avenir, il y a le processus SMSI+20 et ce processus est une véritable occasion en or pour nous tous, celle de travailler de façon plus stratégique avec les organes de gouvernance de l'Internet afin de promouvoir le modèle multipartite et de célébrer ses accomplissements. Mais il faut également faire preuve de réalisme. Il y en a qui ne partagent pas ce désir d'un Internet libre, ouvert, sûr et fiable et marqué par le multipartisme. Il faut en être conscient. Mais il y a d'autres succès que je peux mentionner : la transition IANA, notamment, et les efforts de lutte contre les comportements abusifs en ligne.

Il faut également encourager l'inclusion au sein des réunions de l'ICANN. C'est pour cela que cette réunion au Rwanda est une excellente chose. Il faut absolument faire en sorte que les pays en voie de développement soient intégrés et aient voix au chapitre dans ce cadre de gouvernance internationale. Nous saluons les programmes tels que le programme de soutien aux candidats ainsi que les travaux sur les noms de domaine internationalisés et l'acceptation universelle.

CHRISTINE ARIDA :

Merci beaucoup au Royaume-Uni.

J'aimerais maintenant donner la parole à la Suisse.

JORGE CANCIO :

Merci beaucoup, Christine. Bonjour, je suis Jorge Cancio du gouvernement suisse. Je suis ravi d'être ici. Merci à nos hôtes et félicitations aux collègues rwandais de l'organisation sans pareil de

cette réunion et merci de votre hospitalité. Afin de ne pas répéter ce qui a été dit, je peux dire que je peux entériner ce que nombre de précédents orateurs ont dit. J'aimerais faire un pas en arrière et m'éloigner un peu de l'administration du système de noms de domaine que nous évoquons ici à l'ICANN et me pencher davantage sur la gouvernance numérique.

C'est un écosystème qui a cru au fil des années et il y a un équilibre très délicat entre différents processus et acteurs qui y est ménagé. L'ICANN y joue un rôle crucial au centre même de cet écosystème et garantit le fonctionnement de l'Internet. En même temps, il y a des processus, des organisations qui tendent plutôt vers le volet multipartite. Mais il y a d'autres processus qui sont aussi importants et qui, eux, tendent plutôt vers le volet multilatéral.

Le mois dernier, par exemple, il y a eu les débats du NETmundial qui étaient de nature multipartite, mais il y a également la réunion de haut niveau SMSI+20 à Genève qui était de nature plus multilatérale ; deux traditions différentes, mais deux traditions complémentaires qui peuvent jeter des passerelles et qui peuvent faire advenir des fonctions essentielles et qui permettront de répondre aux défis qui résultent du Pacte numérique mondial et de l'examen du SMSI+20. Et il faudra que l'on se coordonne pour relever ces défis.

Nous avons parlé de connectivité. La connectivité, c'est plus que de l'infrastructure. Ce sont des compétences, des contenus pertinents. Nous avons également parlé de gouvernance des données, de flux des données, d'intelligence artificielle. Il y a tant à apprendre du modèle multipartite pour ces expériences. Je pense notamment aux lignes

directrices multipartites de Sao Paulo qui étaient adoptées il y a quelques semaines.

En même temps, il faut tirer parti de l’architecture du SMSI, architecture qui est élaborée depuis plus de 20 ans. Cette architecture est cruciale pour nos collègues de l’hémisphère sud. Dès lors, il faut œuvrer ensemble, aller dans la même direction et faire advenir ensemble un environnement facilitateur, convivial et innovant, et l’ICANN a un rôle essentiel à jouer en la matière.

CHRISTINE ARIDA :

Merci à la Suisse.

J’ai désormais le Canada.

DAVID BÉDARD :

Bonjour, chers délégués, mesdames et messieurs les ministres, je suis David Bédard du gouvernement canadien et j’aimerais remercier nos hôtes et Mme la ministre Paula Ingabire d’héberger cette cinquième réunion gouvernementale de haut niveau dans votre magnifique pays. Le Canada était le premier hôte de la réunion gouvernementale de haut niveau à Toronto et nous sommes ravis de continuer nos efforts en la matière.

Nous avons une compréhension commune des questions techniques qui relèvent de l’ICANN et des questions de gouvernance et c’est avec cette compréhension commune et avec cette collaboration que nous pourrions garantir l’ouverture de l’Internet, son interopérabilité et sa

fiabilité. Nous voulons féliciter le GAC, ses 25 ans d'efforts ; c'est un véritable témoin du bon fonctionnement de cette institution.

Un GAC fonctionnel et agile est au cœur du système multipartite de l'ICANN. Le Canada croit à la diversité, à l'inclusion, aux décisions fondées sur le consensus. Elles sont en effet au cœur de l'approche multipartite et nous permettent de dépasser les intérêts individuels pour voir le bien commun. Le Canada est reconnaissant de se rassembler avec tous ses collègues du monde entier à un moment crucial pour l'avenir de la gouvernance Internet. Le paysage numérique a beaucoup changé et l'Internet est un outil pour beaucoup de citoyens de par le monde. Les processus de gouvernance Internet et les organisations qui sont responsables de ces processus doivent poursuivre leurs efforts d'adaptation et s'adapter, se réformer pour qu'ils soient aptes aux défis de l'avenir.

Le Canada sait que les contributions de diverses parties prenantes sont essentielles. La communauté technique, les gouvernements, le secteur privé, tous ces acteurs ont des perspectives valables à exprimer. C'est vrai pour l'ICANN, mais c'est vrai également pour l'examen SMSI+20, le Pacte numérique mondial et le Forum de gouvernance de l'Internet. Ces processus, ces espaces de discussion sont l'occasion pour nous de réitérer notre engagement en faveur du multipartisme et en renforçant la gouvernance de l'Internet et en la garantissant à l'avenir. Il faut que l'ICANN soit robuste, inclusive et pertinente.

Les débats vont bon train et l'ICANN devra jouer un rôle de gardien d'un Internet sûr, stable et fiable ces prochaines 20 années. C'est essentiel. Il faudra également dans ce cadre garantir l'adaptabilité et la résilience

des cadres de gouvernance. Il faut que l’ICANN continue à œuvrer notamment pour la prochaine série de noms de domaine qui pourront encourager une nouvelle vague d’innovation en ligne. Nous saluons également les efforts de l’ICANN pour ce qui est des noms de domaine internationalisés et du programme de soutien aux candidats afin de garantir un bon prochain cycle de noms de domaine de premier niveau. Il faut continuer à encourager la diversité avec des personnes du monde entier afin d’avoir différentes parties prenantes et d’avoir une collaboration marquée par la nuance.

CHRISTINE ARIDA :

Merci beaucoup au Canada.

Nous allons maintenant céder la parole à l’Inde.

SUSHIL PAL :

Merci, je suis Sushil, représentant de l’Inde auprès du GAC et je tiens tout d’abord à féliciter le gouvernement rwandais, notre hôte de cette réunion. Merci pour votre hospitalité.

En Inde, nous reconnaissons l’importance du modèle multipartite pour garantir que l’Internet reste ouvert, accessible, sécurisé, sûr, résilient, fiable et redevable. Pendant la matinée, on a entendu parler constamment de l’ouverture, de l’inclusion et de la sécurité de l’Internet, mais n’oublions pas l’apparition des technologies émergentes. N’oublions pas que l’Internet est le moyen qui nous permet d’avancer. C’est le moyen à travers lequel les mauvaises informations sont partagées et nous devons continuer à travailler pour

que l'Internet soit plus fiable et plus redevable à travers son modèle multipartite.

Nous reconnaissons et partageons la préoccupation que la réponse aux différentes problématiques de manière isolée ne nous permet pas de vraiment déraciner les problèmes. Nous devons travailler ensemble et minimiser les doublons d'efforts pour garantir que les résultats au sein des différents forums soient toujours cohérents et complémentaires.

Je tiens également à signaler que le besoin d'apporter de l'efficacité au modèle multipartite pour accélérer le processus de prise de décision nous permettra d'être à la hauteur pour suivre la vitesse d'évolution des différentes technologies et de répondre aux exigences des forces de l'ordre et des gouvernements. L'atténuation de différents problèmes comme l'utilisation malveillante des DNS requièrent la vérification et la validation des données d'enregistrement au système des noms de domaine d'Internet. L'ICANN peut envisager d'exiger l'exactitude de données des données WHOIS pour pouvoir répondre aux différentes menaces qui commencent à apparaître au niveau des enregistrements de noms de domaine et créer un système de réponse rapide dont ont besoin les différentes forces de l'ordre. Vous pourriez considérer de simplifier, de normaliser un processus qui soit plus souple et plus adaptable, et d'élargir la représentation à travers l'encouragement de plus de diversité aux postes de direction de vos différentes organisations de soutien. Toutefois, nous félicitons l'ICANN pour le formidable travail accompli à ce jour. Merci.

CHRISTINE ARIDA :

Merci.

Je vais maintenant céder la parole à la France.

PIERRE BONIS :

Merci à la modératrice. Je vais parler en français.

Je voudrais tout d’abord remercier notre hôte, le gouvernement du Rwanda, pour son extraordinaire accueil ici dans cette magnifique ville de Kigali. L’énergie, la modernité, l’hospitalité de toutes les Rwandaises et les Rwandais que nous avons vus depuis notre arrivée sont une inspiration. Merci également à l’ICANN et à ses équipes pour avoir mis sur pied ce très important meeting où c’est bien d’ici, au cœur du continent africain, que nous discutons des défis qui concernent le monde entier.

La France soutient le modèle multiacteurs au cœur de la gouvernance de l’Internet, voire le système multiacteurs comme l’a nommé M. le secrétaire adjoint au commerce des États-Unis d’Amérique. Dans le contexte des discussions autour du Sommet mondial plus 20 ans et du Pacte numérique mondial, et comme l’a rappelé M. le ministre du Numérique et des Transports de la République fédérale d’Allemagne, les gouvernements ont un rôle essentiel. Les gouvernements influent par les régulations sur l’évolution de la gouvernance d’un bien commun mondial, Internet, qui influe lui-même sur d’innombrables aspects de la vie des citoyens.

Mais pour prendre les bonnes décisions, la France pense, tout comme l’a rappelé M. le vice-ministre des Technologies de la République du

Paraguay, que les gouvernements doivent non seulement participer, mais également s’appuyer sur ce modèle multiacteurs. Les principes d’ouverture, de transparence, d’inclusion, de respect des droits humains à l’œuvre au sein d’une gouvernance multiacteurs nous semblent ainsi consubstantiels du succès d’Internet.

Dans cette gouvernance, chaque partie prenante a un rôle reconnu en fonction de sa capacité et de son influence sur Internet mais également en fonction de ce qu’Internet peut avoir comme conséquences, positives ou négatives, sur sa propre vie sociale, culturelle, politique ou économique. L’ICANN dans ce contexte est une formidable illustration de la déclinaison du modèle ou du système multiacteurs qui doit pouvoir inspirer toutes les initiatives actuelles, notamment au niveau des Nations Unies.

Pour la France, si les succès indéniables d’Internet sont clairement attribuables aux efforts communs de l’ensemble des acteurs impliqués dans son développement, les défis encore à relever comme la réduction de la fracture numérique, la lutte contre les abus, la prise en compte des technologies émergentes, ne pourront l’être qu’en s’appuyant de plus en plus sur cette approche. Je vous remercie.

CHRISTINE ARIDA :

Merci.

Avant de me tourner vers notre panel pour leur demander de nous faire part de leurs mots de la fin, je voudrais vérifier s’il y a d’autres délégués souhaitant intervenir. Dites votre nom et le pays que vous représentez.

NOMURA EIGO :

Merci. Je suis directeur général des technologies émergentes au Japon.

Je tiens tout d'abord à remercier le gouvernement rwandais pour son hospitalité. S'agissant de cette séance, elle a été fort informative et le Japon apprécie le travail fait par les panélistes et par les distingués collègues de partout dans le monde. Le Japon souhaite saisir l'occasion pour faire une intervention brève à propos des difficultés et de l'amélioration potentielle de l'ICANN qu'a signalées M. Davidson, représentant de la NTIA. Le Japon souhaite se faire l'écho de ce qui a déjà été dit.

Nous considérons que le travail accompli par l'ICANN a été formidable, mais nous devons continuer à nous améliorer. Nous devons travailler ensemble pour le faire. Le Japon est prêt à s'impliquer à la première discussion à propos de l'amélioration de l'ICANN. Merci.

CHRISTINE ARIDA :

Merci le Japon. Je pense qu'on a le temps pour une autre intervention. Y en a-t-il ?

MARINA FLEGO EIRAS :

Bonjour, Votre Excellence, Présidente, distingués délégués, je suis Marina Flego Eiras du ministère argentin des Affaires étrangères et représentante suppléante de l'Argentine auprès du GAC. Il est un grand honneur de pouvoir m'adresser à ce public au nom de la République argentine. Je remercie et félicite l'ICANN et le gouvernement rwandais pour l'organisation de cet événement remarquable. Notre

gouvernement reconnaît le rôle fondamental de l'ICANN pour garantir que l'Internet soit sûr, stable et interopérable. Nous saluons également la structure multipartite qui, nous croyons, peut répondre aux différents problèmes auxquels est confrontée la communauté Internet, mais qui permet également l'élaboration des politiques qui reflètent les intérêts de toutes les parties prenantes.

L'Argentine a eu une implication active et vigoureuse aux processus qui ont été mis en place au sein de l'ICANN. Dans ce sens, notre délégation a participé de manière énergétique et ininterrompue aux réunions du comité consultatif gouvernemental depuis la création même de ce comité. Nous avons également été les hôtes de deux réunions publiques de l'ICANN.

S'agissant du sujet qui nous s'occupe aujourd'hui, nous souhaitons rappeler que la contribution de l'Argentine à l'ICANN n'est pas limitée au travail qui se fait au sein du GAC. Au contraire, beaucoup d'autres intervenants, par exemple NIC.R, la Chambre Internet de l'Argentine et les organisations non gouvernementales de la société civile participent au modèle multipartite singulier de l'ICANN. Merci.

CHRISTINE ARIDA :

Merci à l'Argentine.

Oui.

KAZI MUSTAFIZUR RAHMANM : Merci, je suis le représentant du Bangladesh. Je vous présente les excuses de l'honorable ministre qui avait un sujet à aborder. On n'a pas

pu intervenir parce qu'il n'était pas dans la salle lorsque vous lui avez cédé la parole. Je suis Kazi Mustafizur. Je voulais vous remercier tous pour le niveau de vos débats autour de cette session.

Je veux citer un expert qui a dit qu'on peut s'attendre à avoir un monde où la créativité de l'humanité et les grands accomplissements de notre ère au niveau de la science et de la technologie pourront nous permettre de façonner un avenir meilleur qui sera basé sur le partage de technologies et de ressources partout dans le monde de sorte que toute personne puisse vivre une vie décente avec un minimum de conditions. Cela fait 20 ans que cela a été dit et aujourd'hui, le Bangladesh met en œuvre des mesures qui tendent à concrétiser ce rêve. Je peux dire qu'à l'aide de la communauté internationale, le Bangladesh est désormais l'une des principales communautés à être connectées à Internet. Nous vous remercions.

CHRISTINE ARIDA :

Merci le Bangladesh.

Je vais demander à chacun des membres de ce panel de tirer leur conclusion à propos de ce qui a été échangé autour du panel et de ce qui a été apporté par les participants du public. On commence par vous, peut-être, Paul.

PAUL WILSON :

Merci.

La communauté technique a parlé et on a en particulier évoqué le SMSI. Parlons du soutien du modèle multipartite comme participant au

système. Nous sommes ouverts à son évolution et je pense qu'il est très important d'avoir une ouverture réelle vers l'évolution si cette évolution doit vraiment avoir un sens aussi, si elle va être significative. Je pense que cette discussion autour de l'évolution est parfaite.

Nous devons avouer qu'il y a des personnes qui ne sont pas toujours prêtes à évoluer. On doit voir l'évolution comme une force. Mais je pense qu'il y a eu des propositions récentes, d'ailleurs, qui remettaient en cause l'existence de notre modèle et qui suggéraient une approche tripartite pour remplacer le modèle multipartite où la communauté allait être absorbée par ces trois secteurs. Nous nous y sommes opposés de manière déterminante, on a considéré que la communauté technique avait un point de vue qui était très différent d'autres communautés et que si on voulait prendre des décisions par consensus, on devait chacun pouvoir manifester son point de vue. Nous ne représentons pas une communauté de parties prenantes à l'Internet qui soit trop élargie, nous représentons un ensemble d'activités et d'experts qui ont leur importance et qui doivent pouvoir s'exprimer sur un biais d'égalité avec le secteur des entreprises, des gouvernements, de la société civile.

J'espère que si le modèle multipartite évolue, ce soit toujours à travers la prise de décision par consensus, en reconnaissant que la communauté technique doit être préservée et que sa place doit lui être respectée. Mais nous devons être ouverts à l'évolution, quoi qu'elle implique. Merci.

CHRISTINE ARIDA : Merci, Paul. Wes.

WES HARDAKER : Merci.

Aujourd'hui, on a beaucoup entendu parler du besoin de plus d'interactions entre le secteur technologique et les décideurs de politique. Au cours de cette dernière année, j'ai beaucoup échangé à propos de mes préoccupations, à propos du fait que lorsqu'on manque de communication entre ces deux secteurs, les choses finissent par nous amener à un échec. Par exemple, si les décideurs de politique parlent mais les experts de la technologie n'écoutent pas, on pourrait avoir une interruption du service. Et le même est valable à l'inverse : si les responsables de la technologie parlent et que les décideurs de politique n'écoutent pas, il se pourrait que l'on finisse par avoir des politiques inapplicables. Donc, nous devons renforcer véritablement la communication entre ces deux secteurs pour pouvoir résoudre ce problème. J'encourage tout un chacun à communiquer avec l'autre camp. Les conversations ne sont peut-être pas faciles, on parle différentes langues, mais il s'agit d'une barrière à surmonter si le modèle multipartite va continuer à nous desservir au même niveau que jusqu'à maintenant.

CHRISTINE ARIDA : Merci. Parfait.

Dawit.

DAWIT BEKELE :

Merci.

Ce que j'ai entendu est très encourageant. Il semblerait que toutes les parties prenantes sont d'accord par rapport au fait que le modèle multipartite a bien fonctionné jusqu'à maintenant et qu'il devrait pouvoir continuer à fonctionner. On était tous d'accord sur le besoin d'améliorer certains points et c'est vrai que parfois, il pourrait y avoir des problèmes, on ne communique pas toujours suffisamment bien, c'est difficile, on a différentes trajectoires, différents points de vue.

L'Internet Society, a essayé de contribuer à cela. Par exemple, on a un programme de boursiers de l'IETF qui réunit des décideurs de politique avec l'IETF dans un cadre particulier. Ce sont des personnes qui viennent de deux mondes complètement différents et on les amène à l'IETF pour leur montrer l'importance du travail de ce groupe de travail justement. Souvent, l'IETF se concentrait tellement sur ce qu'il faisait qu'il était difficile pour d'autres de comprendre de quoi il s'agissait. Ce travail est entrepris de sorte que les personnes du monde en développement puissent comprendre que les processus peuvent être techniques, il peut y avoir des processus de politique. Mais si on ne se comprend pas, on ne peut pas continuer à construire un Internet encore meilleur. Donc, travaillons ensemble, jetons des ponts pour que les 20 prochaines années de gouvernance Internet puissent être encore meilleures, que cela puisse être une période plus facile que ce que nous avons vu auparavant.

CHRISTINE ARIDA :

Juan, les mots de la fin en une minute.

JUAN ARDISSONE :

Je ferai une petite synthèse.

Je suis complètement d’accord avec tout ce qu’ont dit les distingués membres de ce panel. Moi, je n’ai pas de roaming ici, pas d’itinérance et entre l’hôtel et le centre de convention, je me désespère pour trouver du Wi-Fi. C’est impressionnant. Aujourd’hui, la connectivité nous unit tous, quelle que soit notre langue. Cela est commun à tous.

Ce que je veux souligner ici est le travail en collaboration entre gouvernements, avec l’organisation de la société civile, avec le secteur académique, pour former de plus en plus de personnes pour transmettre ce qu’est ce modèle et son importance, pour l’expliquer, pour qu’il puisse y avoir de plus en plus de personnes qui y participent et qui discutent de ces sujets. Cela est de grande importance pour moi et pour mon pays aussi. Merci au Rwanda qui nous a permis de nous réunir ici aujourd’hui pour pouvoir discuter justement de cela. Merci.

CHRISTINE ARIDA :

Merci Juan.

ALAN DAVIDSON :

Merci Christina de tes efforts de modération. Je pense que nous avons tous entendu parler de la puissance du modèle multipartite, de sa capacité d’inclusion, d’agilité et la capacité d’interfacer entre les gouvernements, ceux qui s’occupent des technologies, mais également la société civile, les universitaires et tous ceux qui détiennent l’expertise technique.

Je pense qu'ici, nous avons évoqué un nombre de défis, notamment celui de la réactivité, afin de pouvoir répondre aux besoins du jour. Je pense que nous avons énormément confiance en ce modèle multipartite. Évidemment, l'ICANN n'est pas le premier organe multipartite. C'est un organe qui prouve la faisabilité de ce modèle, de ce système.

Quant aux défis qui sont les nôtres, il faut être lucide. Il faut fournir des solutions en temps opportun pour relever les défis. Le gouvernement américain avalise entièrement ce processus au sein de l'ICANN, mais également dans un champ plus large. Les appareils multipartites sont de puissants outils d'inclusion et de lutte contre les défis qui sont les nôtres afin de garantir un Internet qui peut rendre des comptes, qui est libre, ouvert, résilient, fiable.

CHRISTINE ARIDA :

Merci.

Je vais donner la parole à Baher et j'aimerais vous demander de remercier nos orateurs. Merci.

BAHER ESMAT :

Merci Christine et merci à nos partenaires et participants. Nous allons désormais prendre une brève pause-café. Vous pouvez sortir par la droite ici. Les huissiers vous aideront à trouver la source de café. Soyez de retour à 11 h 15 tapante pour débiter la session sur la coopération et la gouvernance.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]